

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE COURANTES ET SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N°6225SGTR04

Pouvoir Adjudicateur :

Chambre de commerce et d'industrie Réunion

5 B rue de Paris – CS 31023

97404 Saint Denis Cedex

Tél : 02 62 94 20 00

Objet de l'Accord Cadre :

**Achat de matériels, logiciels et prestations de services informatiques
pour la CCI Réunion-2025-2027**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Accord Cadre muti attributaire passé sur le fondement d'une procédure formalisée

Date et heure limites de remise des offres

Le jeudi 6 mars 2025 – 12 heures locale (Ile de la Réunion)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

- 1. Objet de la consultation**
- 2. Condition de consultation**
- 3. Dispositions générales**
- 4. Présentation des propositions**
- 5. Conditions d'envoi des propositions**
- 6. Jugement des propositions**
- 7. Renseignements complémentaires**

Article 1 - Objet du marché

Le présent accord cadre concerne l'achat de matériels, logiciels et prestations de services informatiques pour la CCI Réunion pour les périodes de 2025-2027

L'environnement informatique actuel de la CCI REUNION est indiqué à l'article 4 du CCAP - "Environnement informatique"

Cet accord cadre multi attributaire avec minimum financier est régi par le présent règlement de consultation il se déroulera **en deux (2) phases**.

- **Phase A** : Cette étape permettra dans un premier temps la sélection de plusieurs prestataires par lot
- **Phase B** : Les candidats sélectionnés en phase A seront remis en concurrence lors de la survenance du besoin, la périodicité n'est pas connue à l'avance. Toutefois, seuls les titulaires des lots concernés seront remis en concurrence mais sans négociation.

Estimation totale du marché

Ce marché est estimé globalement à 150 000€ *ht* par an tous lots confondus

1-1 Lieu d'exécution des prestations :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION
5 b, rue de Paris - CS 31023
97404 SAINTE DENIS CEDEX

POLE FORMATION NORD
12, rue Gabriel de Kerveguen
97495 SAINTE CLOTILDE CEDEX

D'autres lieux de livraisons peuvent être définis en phase B de la consultation. Les livraisons issues du marché seront obligatoirement livrées dans un délai inférieur à 30 jours sauf accord de la DSI/CCI Réunion.

1-2. Caractéristiques principales du marché :

Cet accord cadre multi attributaire est régi par le présent règlement de consultation il se déroulera **en deux (2) phases**.

- **Phase A** : Cette étape permettra dans un premier temps la sélection de plusieurs prestataires par lot
- **Phase B** : Les candidats sélectionnés en phase A seront ultérieurement remis en concurrence lors de la survenance du besoin, la périodicité n'est pas connue à l'avance. Toutefois, seuls les titulaires des lots concernés seront remis en concurrence mais sans négociation.

Désignation des différentes phases

Phase A : Pré sélection des candidats

Phase B : Sélection des offres

- Le marché s'exécutera par bon de commande pour l'acquisition de matériels informatiques, logiciels et de prestations de services informatiques.
- Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins et constitueront les marchés subséquents durant les trois ans.

1-3 Durée du marché

La durée de cet accord cadre est de 3 ans à compter de sa date de notification, il sera renouvelable chaque année.

Suivi de la prestation

Les marchés subséquents au présent accord-cadre seront suivis par la Direction des Systèmes d'Information de la CCI Réunion.

Financement de la prestation

Les marchés subséquents au présent accord-cadre seront financés sur les fonds propres de la CCI REUNION ou sur diverses subventions.

Classification CPV : 30200000

Article 2 – Condition de la consultation

2-1 Etendue de la consultation

Accord cadre passé selon la procédure suivante :

- Procédure formalisée : R2124-1 à 6 en accord cadre R.2162-1 et 4
- Allotissement : R 2113-1 à 3
- De type subséquent : R2162-7 à 12
- Multi attributaire : R2162-10
- Avec un engagement sur le minimum

Article 3 - Dispositions générales du marché

3-1-Décomposition du marché

3-1-1 Allotissement

L'accord cadre sera organisé en deux (2) lots :

LOT 1 : Equipement en matériels et logiciels informatiques

LOT 2 : Equipement en infrastructure réseaux, serveur, logiciel serveur et prestations associées

Variantes seront définies ou pas lors de la phase B de cet accord cadre.

Option : Le marché comporte des options complémentaires au sens communautaire : Avenant, marché complémentaire et reconduction.

3-2- Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3-3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Toutefois, chacun des opérateurs économiques, membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

3-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions lors de la phase A sera de 120 jours à compter de la date limite fixée lors de la réception des offres. La validité des offres en phase B sera indiquée dans les marchés subséquents.

3-5- Contenu du dossier de consultation

Cette consultation se déroulera en deux (2) phases

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir par les candidats à l'acheteur public) comprend les documents suivants :

❖ Phase A : Présentation des candidatures

- Le DC1 ou déclaration du candidat et le DC2 (Les formulaires sont disponibles à l'adresse suivantes :
http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm
http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm
- Le 3666-SD (attestation fiscale)
- URSSAF (attestation sociale)
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L2141-1 à 14 du décret-n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.
- Le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois (3) dernières années
- Toutes informations sur la capacité technique, humaine et financière du candidat à assurer la mission en présentant de préférence un **mémoire technique** comprenant les rubriques présentées comme ci-après :

Il est demandé aux candidats d'organiser leur mémoire technique en respectant la structure suivante (Cf article 6.1 du présent document)

- Les partenariats avec les constructeurs et éditeurs, domaine d'activités et d'expertise
- La liste des références professionnelles avec le périmètre d'intervention
- La présentation de la société (organisation personnel, logistique, SAV ...)
- Présentation du mémoire technique
- Certification des éditeurs et des constructeurs du personnel
- Son implantation sur le département

En outre des pièces précitées, le candidat sélectionné en phase A produira une attestation sur l'honneur concernant :

- l'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé,
- qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Situation juridique :

La situation propre des opérateurs économiques

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent). Elle sera signée par le représentant du candidat, en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles R2142-1 à 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La remise d'un DC2 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières.
- Les candidatures qui sont accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 à 5 du décret du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

B. Les capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

C. Les capacités techniques et professionnelles– références requises

L'attestation de la compagnie d'assurance

Le justificatif de la situation au répertoire SIRENE (pour le numéro SIRET)

La preuve des capacités du candidat peut être apportée par tous moyens considérés comme appropriés par l'acheteur (exemple : attestations bancaires, certificats éventuels de qualification professionnelle, etc.).

GROUPEMENT

En cas de groupement, l'intégralité des pièces ci-dessus doit être fournie par **chacun des membres du groupement**.

SOUS-TRAITANCE

Les éventuels sous-traitants sont tenus d'effectuer les mêmes formalités (DC4 et Capacités économiques et financières ainsi que capacités techniques et professionnelles).

Le candidat présente le DC4 dûment compléter avec la candidature.

DUME (Document Unique Européen)

Lorsque le profil acheteur le propose, le candidat peut fusionner son DUME avec celui de l'acheteur.

Si le DUME n'est pas proposé par l'acheteur, le candidat a toujours la possibilité de transmettre son DUME, celui-ci est accepté.

3-6-Conditions d'obtention de l'accord cadre

Phase A : Dépôt de candidature et retrait du DCE directement à l'adresse suivante :

Directement par téléchargement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Phase B : Présentation des offres

Lors de la survenance du besoin, la CCI Réunion transmettra par mail aux candidats sélectionnés les éléments suivants permettant de répondre à nos besoins :

- L'acte d'engagement et son annexe BPU dûment paraphés, signés et complétés correspondant aux marchés subséquents.
- La fiche des besoins ou CCTP
- Les fiches techniques des besoins correspondants aux demandes

Afin d'analyser les propositions techniques et financières lors de cette phase les offres seront transmises aux adresses suivantes :

- marchespublics@reunion.cci.fr
- Copie à l'adresse : dsi.acinfo@reunion.cci.fr

Article 4 - Présentation des propositions

4-1-Documents à produire

Les documents à produire seront ceux énoncés aux articles **3-5 et 6-1** du présent document en phase A.

4-2-Langue de rédaction des propositions et unitaire monétaire

Les propositions doivent être rédigées en langue française et seront établis en euros (€).

Article 5 - Conditions de dépôt des candidatures et des offres

5.1 - Conditions d'envoi des propositions

Les candidats transmettront leurs candidatures et leurs offres (Cf. article 3.5)

Article 6 - Jugement des propositions

6.1 Sélection des candidatures

Phase A – La phase de sélection des candidatures

1/ Capacité technique et professionnelle

Note maximale 100 points

Formule d'appréciation des candidatures se fera d'après les éléments indiqués ci-dessous et ils seront notés indépendamment selon le barème suivant :

- Très satisfaisant : note maximale
- Satisfaisant : (70% de la note maximale)
- Moyens : (50% de la note maximale)
- Insuffisant (30% de la note maximale)
- Très insuffisant ou non conforme : 0 point

▪ **Capacité du candidat à assurer la mission : 60 Pts**

- Les marques représentées et les partenariats avec les constructeurs et éditeurs, domaine d'expertise, partenariats locaux (distributeurs ou SAV implantés localement) : 45 Pts
- La liste des références similaires avec le périmètre d'intervention : 15 Pts

▪ **Moyens techniques et logistiques : 40 Pts**

- La présentation de la société (organisation personnel, logistique, SAV ...) : 20 Pts
- Présentation du mémoire technique : 10 Pts
- Certification des éditeurs et constructeurs du personnel ou mainteneur agréé local des marques représentées : 10 Pts

A cette étape, la CCI Réunion se réserve la possibilité de compléter l'examen des dossiers de candidatures par un entretien et/ou demande avec les candidats.

6.2 Sélection des offres

Phase B – Analyse des offres

L'analyse des offres se fera en fonction des critères qui seront précisés lors de chaque consultation en phase B.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que **toute offre incomplète** sera immédiatement écartée

- En cas de prix manquant sur les annexes financières
- Si le lot n'est pas répondu dans son intégralité
- Si des documents sont manquants

En cas d'égalité des points entre deux candidats dans la notation finale, le candidat ayant la meilleure note technique sera retenu, suivi du prix.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération. Durant cette phase B, l'analyse ainsi que les critères de sélection des offres seront redéfinies à chaque nouveau besoin.

Déroulement de la procédure :

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejet des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées (offres irrégulières)
- Les offres dont le prix excèdent les crédits alloués (offres inacceptables)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)

Présentation de l'offre : ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 ; R2152-1 et 2 ; L2141-1 à 14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

➤ **Phase A : Présentation des candidatures**

Les soumissionnaires seront classés dans un premier temps en fonction des candidatures retenues et non retenues et ce par lot.

Les candidats n'ayant **pas dépassé en phase A** soit la note de 70/100 pourront ne pas être retenus pour la phase B.

La CCI Réunion peut se réserver le droit de ne retenir au maximum les 3 premiers candidats au classement par lot.

➤ **Phase B : L'analyse des offres**

La CCI REUNION consultera par écrit (tous moyens permettant de certifier l'envoi des demandes) les titulaires de l'accord-cadre et organisera une mise en concurrence selon la procédure suivante :

Au moment de la survenance du besoin, seuls sont consultés les titulaires des lots correspondant à l'objet de l'accord-cadre ;

L'analyse des offres se fera en fonction des critères cités à l'article 6-2 phase B du présent document.

Article 7 - Renseignements complémentaires

PHASE A

Question : Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser, au plus tard **huit (8) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plateforme :

➤ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse via la plateforme sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

PROCEDURES DE RECOURS

Seul le droit français est applicable en cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de saint Denis de La Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

7.1 Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif – Secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404
Saint-Denis Cédex. Tel 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62

7.2 Introduction des recours :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de la notification du marché.

Règlement des différends :

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion.

7-3 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de Paris
Règlement amiable des litiges
27, rue Miollis-75015 PARIS
Tel : 01 44 42 63 43 Fax : 01 44 42 63 37

7.4 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des - recours (Nom et adresse : idem article 7.1)



CCI ÎLE DE LA RÉUNION



Ces équipements bénéficient
du soutien de la Région Réunion